Participation de la société civile à l'initiative Sustainable Energy for All (énergie durable pour tous)

Une enquête menée dans six pays

Mary Gallagher, Practical Action; Sarah Wykes, CAFOD

Une participation effective de la société civile est essentielle à la réussite de l'initiative SE4ALL (Énergie durable pour tous). Les organisations de la société civile peuvent faire office d'intermédiaires de confiance entre le gouvernement, le secteur privé et les utilisateurs de l'énergie sur le terrain, tout en proposant leur expertise en termes de conception et de mise en œuvre de services énergétiques, notamment pour les groupes pauvres et vulnérables. L'objectif de ce document est de proposer un «aperçu» de l'expérience qu'a eu la société civile avec SE4ALL jusqu'à aujourd'hui, afin de comprendre quelles ont été ses opportunités de participation, ainsi que les défis qu'elle a rencontrés à cet égard.

CAFOD Just one world · Hivos people unlimited · iied · PRACTICAL ACTION Technology challenging poverty

Synthèse

L'initiative SE4ALL (Énergie durable pour tous) des Nations Unies a défini des objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2030: parvenir à un accès universel à l'énergie; doubler le taux annuel de l'efficacité énergétique; et doubler la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale. Avec 1,2 milliard de personnes vivant encore sans accès aux services énergétiques modernes et 2,8 milliards sans accès à des méthodes de cuisson propres, il est nécessaire de mettre en place de toute urgence des actions pour contribuer à la réalisation de ces objectifs. Dès sa création en 2012, l'initiative SE4ALL s'est rendu compte qu'une approche multipartite reposant sur trois piliers (les gouvernements, le secteur privé et la société civile) était nécessaire à sa réussite.

La participation effective des organisations de la société civile (OSC) et des organisations communautaires (OC) à l'initiative SE4ALL est largement reconnue comme essentielle au processus; ces organisations peuvent faire office d'intermédiaires de confiance entre le gouvernement, le secteur privé et les utilisateurs de l'énergie sur le terrain, tout en proposant leur expertise en termes de conception et de mise en œuvre de services énergétiques, notamment pour les groupes pauvres et vulnérables.

Toutefois, l'initiative SE4ALL a été critiquée, car elle offre peu de soutien institutionnel systématique en faveur d'un processus multipartite inclusif par le biais de ses agences de mise en œuvre, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les banques multilatérales de développement (BMD), et les agences nationales de développement.

En juillet 2014, SE4ALL a organisé son premier forum mondial à New York et a lancé la «Décennie de SE4ALL», qui s'étend de 2014 à 2024. À cette étape importante de l'évolution de SE4ALL, CAFOD, Hivos, l'Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED) et Practical Action ont décidé de mener une enquête auprès de nos partenaires de la société civile dans six pays situés dans différentes régions (Afrique, Asie et Amérique centrale), à différentes étapes de la mise en œuvre nationale. L'objectif était d'obtenir un «aperçu» de l'expérience de la société civile avec l'initiative SE4ALL jusqu'à présent, en utilisant un ensemble d'indicateurs développés à partir de nos propres recherches et illustrant une participation effective aux processus multipartites.

Sans une amélioration du soutien pour une participation effective de la société civile à SE4ALL, cette initiative aura un impact limité

Bien que les résultats aient été disparates, la tendance générale montre nettement que la majorité des répondants ont eu le sentiment de ne pas avoir été inclus de manière adéquate ou n'ont pas été capables de s'engager de manière effective dans l'initiative SE4ALL. Certaines catégories de questions ont obtenu des scores particulièrement faibles, par exemple ceux des indicateurs liés à «la participation à la mise en œuvre et au suivi» et à «la prise de contact active auprès des groupes vulnérables et exclus et la sensibilisation de ces derniers à l'égalité des sexes».

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête montrent que sans l'apport d'un soutien amélioré et continu en faveur d'une participation effective de la société civile à SE4ALL, cette initiative aura un impact limité, notamment en ce qui concerne la réalisation de l'objectif de l'accès universel à l'énergie.

Résumé des recommandations

Trois principales recommandations peuvent être dégagées des réponses à l'enquête. En résumé, la participation effective des OSC à l'initiative SE4ALL nécessitera:

1. Un engagement public de la part du gouvernement envers un processus multipartite inclusif et la nomination de points de contact principaux.
2. Des lignes directrices claires pour la conception et la mise en œuvre du processus SE4ALL, convenues entre les différentes parties prenantes.
3. Un accès opportun aux informations concernant le processus et une fourniture appropriée de ressources à la société civile pour que celle-ci puisse participer de manière inclusive et en toute connaissance de cause.

Introduction

L'initiative SE4ALL (énergie durable pour tous) dispose de trois objectifs principaux à remplir d'ici 2030: assurer un accès universel aux services énergétiques modernes; doubler le taux d'amélioration mondial en matière d'efficacité énergétique; et doubler la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale. Bien que l'initiative dispose d'objectifs au niveau mondial, elle reconnaît fondamentalement et de manière explicite que ces objectifs ne seront atteints que grâce à des actions multipartites solides mises en œuvre au niveau national. Depuis la création de l'initiative, les trois «piliers» que sont le gouvernement, le secteur privé et la société civile ont été identifiés comme essentiels à la réussite de l'initiative (SE4ALL, 2011).

En juin 2014, 83 pays avaient déjà souscrit à l'initiative et la plupart avaient déjà commencé à la mettre en œuvre. À l'heure actuelle, la mise en œuvre implique tout d'abord la réalisation d'une analyse des lacunes (AL)[i] afin de faire le point sur l'état actuel du secteur énergétique dans un pays donné par rapport aux objectifs de l'initiative SE4ALL (cette analyse a jusqu'à présent été réalisée par 43 pays). Cette analyse doit ensuite être suivie par la rédaction d'un plan national de mise en œuvre (PNM).[ii] Au moment de la rédaction du présent document, 30 pays étaient en train de développer un PNM (SE4ALL, 2014a).

En juillet 2014, SE4ALL a organisé son premier forum mondial à New York et a lancé la «Décennie de SE4ALL», qui s'étend de 2014 à 2024. CAFOD, Hivos, IIED et Practical Action ont estimé que ce jalon constituait un moment opportun pour examiner l'état d'avancement de la participation de la société civile aux processus nationaux de l'initiative SE4ALL, afin de comprendre quelles ont été les opportunités de participation des OSC, ainsi que certains des défis rencontrés par celles-ci.

Ce document d'information présente les résultats de cette analyse. Il identifie tout d'abord les éléments clés d'un bon processus multipartite en se basant sur une recherche dans des archives, puis développe une série d'indicateurs pour capturer ces éléments. Il analyse ensuite les réponses que les OSC ont fournies aux questions concernant les indicateurs, récoltées lors d'une enquête menée en Indonésie, au Kenya, au Népal, au Nicaragua, au Nigeria et au Zimbabwe.

Les six pays de l'enquête ont été sélectionnés principalement car les organisations auteurs de l'enquête (CAFOD, Hivos, IIED et Practical Action) disposaient de partenaires de la société civile de confiance au niveau local, qui étaient impliqués dans les processus nationaux de l'initiative SE4ALL (à des degrés divers).

En outre, les auteurs voulaient également prendre en compte un éventail de pays situés dans des zones géographiques variées (Asie, Amérique centrale et Afrique).

Toutefois, l'objectif du rapport n'est pas de présenter un tableau complet de la situation (sa portée limitée l'en empêche), mais bien d'offrir un «aperçu» de l'expérience de la société civile avec l'initiative SE4ALL jusqu'à aujourd'hui. L'objectif est de fournir quelques indications concernant la manière dont l'engagement de la société civile dans le cadre de l'initiative peut être amélioré, afin que l'expertise et le soutien des OSC puissent être mobilisés de manière efficace pour remplir les objectifs de l'initiative SE4ALL.

Les résultats de l'enquête montrent qu'il existe peu de preuves que la société civile présente dans les six pays ait été capable de contribuer de manière significative et cohérente à l'AL ou aux PNM, bien que la situation varie d'un pays à l'autre.

Ce manque apparent de participation des OSC est préoccupant, compte tenu de la contribution essentielle que les OSC et les OC peuvent apporter à la réalisation des objectifs de l'initiative SE4ALL. Ce défaut de participation pourrait également suggérer un manque de compréhension du rôle crucial joué par l'inclusion de la société civile et de la communauté dans le développement et la mise en œuvre de plans énergétiques nationaux réussis.

Il est largement admis que les interventions en matière d'énergie n'auront un impact positif sur le développement que si les questions d'égalité d'accès et si les bénéfices et les coûts des investissements énergétiques pour les groupes pauvres et vulnérables sont abordés et pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des services. La société civile peut apporter un soutien essentiel à cet égard, car elle dispose d'expérience dans la conception et la mise en œuvre participatives de services énergétiques par et pour les groupes les plus pauvres. En particulier, elle peut renforcer les capacités des utilisateurs finaux et d'autres acteurs de la chaîne de valeur et peut faire office d'intermédiaire entre les communautés, les organismes gouvernementaux et le secteur privé.

Comprendre les bonnes pratiques en matière d'engagement multipartite

La société civile dispose d'expérience dans la conception et la mise en œuvre participatives de services énergétiques par et pour les groupes les plus pauvres

La recherche a commencé par identifier de «bonnes pratiques» en matière d'engagement multipartite (gouvernements, secteur privé et société civile). Cela a impliqué d'analyser les processus de consultation dans un large éventail d'initiatives multipartites réussies différentes, comme la Commission mondiale des barrages ou comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Bien que les méthodes d'engagement aient été différentes dans ces initiatives (en partie en fonction des objectifs propres à chaque processus et des structures institutionnelles qui y sont connectées), plusieurs facteurs ont été identifiés et jugés essentiels à de bonnes pratiques. Pour résumer, ces facteurs étaient composés des éléments suivants:

- Engagement de tous les acteurs envers le processus multipartite et désignation d'un point de contact clair pour le processus
- Conception participative et inclusive du processus de consultation
- Engagement en temps opportun avec les parties prenantes
- Accès des parties prenantes à des informations utiles
- Prise de contact active auprès des groupes vulnérables et exclus et sensibilisation de ces derniers à l'égalité des sexes

- Renforcement des capacités des parties prenantes afin qu'elles puissent apporter une contribution en connaissance de cause
- Plans d'action clairs et division claire des rôles et des responsabilités
- Participation des parties prenantes à la prise de décision
- Participation à la mise en œuvre et au suivi

Application de ces principes au processus SE4ALL

À la lumière de ces éléments clés des bonnes pratiques, il apparaît que l'initiative SE4ALL comporte d'évidentes faiblesses: par exemple, il existe peu de documents d'orientation SE4ALL qui aideraient à mettre en œuvre le «renforcement des capacités des parties prenantes afin qu'elles puissent apporter une contribution en connaissance de cause» ou à garantir que des «plans d'action clairs et une division claire des rôles et des responsabilités» sont mis en place.

Lorsqu'elles existent, les lignes directrices n'abordent souvent pas l'objectif et les modalités de la participation de la société civile, ainsi que les avantages que cette participation peut lui apporter. Par exemple, le Document de référence de l'action du pays (Country Action Reference Document ou CARD) ne contient aucune orientation méthodologique et ne mentionne pas les OSC. De même, le modèle de programme d'action, même s'il contient des orientations méthodologies, ne contient aucune information au sujet de l'inclusion, et ne mentionne pas qu'il s'agit d'un élément intrinsèque de la mise en œuvre au niveau national.

De même, la fourniture transparente de ressources associée à l'initiative est insuffisante, ce qui a un impact sur un certain nombre d'éléments clés des bonnes pratiques. Les OSC travaillent habituellement avec des budgets alloués à une mission et/ou à un projet très spécifiques. Participer de manière significative à une initiative nouvelle et globale comme l'initiative SE4ALL nécessite du temps et des ressources considérables du personnel qui, dans la plupart des organisations, ne peuvent être facilement prélevés dans les budgets existants. Cela signifie qu'il est plus difficile pour l'initiative de se livrer à une «prise de contact active auprès des groupes vulnérables et exclus et à une sensibilisation de ces derniers à l'égalité des sexes» ou de participer à «la mise en œuvre et au suivi».

Indicateurs sous forme de «feux de signalisation»

Afin de mieux comprendre dans quelle mesure l'initiative SE4ALL a été inclusive en pratique, les neuf principes identifiés ci-dessus ont été traduits en différents indicateurs. 33 indicateurs ont alors été exprimés sous forme de questions d'enquête pouvant être utilisées au niveau national, avec un système de réponse sous forme de «feux de signalisation» pour évaluer les performances des pays (rouge pour indiquer un engagement faible et vert pour signaler un processus plus inclusif - un exemple de ce système est disponible dans le tableau 1).

Outre le système de «feux de signalisation», l'enquête était également composée de questions conçues pour encourager les participants à donner des réponses plus descriptives. 50 OSC et OC en Indonésie, au Kenya, au Népal, au Nicaragua, au Nigeria et au Zimbabwe ont participé à l'enquête, qui s'est déroulée en avril et mai 2014.

Tableau 1 Accès des parties prenantes à des informations utiles

	Indicateurs sous forme de « feux de signalisation »	Questions d'orientation
Des documents expliquant les objectifs, le calendrier, et les moments clés de prise de décision du processus national de l'initiative SE4ALL sont largement disponibles.	• **Aucun document disponible** • **Disponibilité limitée de documents et d'explications** • **Documentation complète disponible**	Quels sont les types d'informations qui ont été partagées ?
Les informations importantes étaient diffusées le plus tôt possible.	• **Les informations n'ont pas été envoyées ou ont été envoyées trop tard pour être utiles aux participants** • **Les informations ont été envoyées suffisamment à l'avance pour pouvoir être lues** • **Les informations ont été généralement distribuées suffisamment à l'avance pour permettre une analyse, une planification et une préparation aux réunions**	Généralement, les informations ont-elles été distribuées suffisamment à l'avance pour pouvoir être utilisées ? Avez-vous été en mesure de comprendre pleinement la documentation reçue ? Saviez-vous concrètement à qui vous adresser pour obtenir des informations supplémentaires ?
Les documents clés résultant du processus SE4ALL comme l'AL ou les programmes d'action (lorsqu'ils ont été remplis) sont largement diffusés.	• **Aucun document disponible** • **Documents envoyés uniquement aux personnes qui les demandaient** • **Documentation largement diffusée et disponible sur des sites Web officiels et sur d'autres supports**	Les documents clés étaient-ils traduits de manière appropriée ? Une traduction des documents était-elle disponible lors des réunions de consultation (le cas échéant) ? S'il n'y a pas eu de traduction, savez-vous pourquoi ?
Traduction des ressources de consultation et de programme dans les principales langues locales (le cas échéant)	• **Aucune traduction** • **Traduction limitée** • **Traduction dans la majorité des langues principales**	Comment les informations au sujet de l'initiative SE4ALL ont-elles été diffusées plus généralement ? Les médias ont-ils été impliqués dans le processus ? Des discussions publiques ont-elles été organisées au sujet de l'initiative ?
Diffusion des informations au grand public	• **Aucun effort de diffusion** • **Diffusion électronique uniquement (ex. : sites Web)** • **Utilisation des médias de la presse écrite, de la radio et de la télévision, en plus de la communication électronique**	Comment les informations au sujet de l'initiative SE4ALL ont-elles été diffusées plus généralement ? Les médias ont-ils été impliqués dans le processus ? Des discussions publiques ont-elles été organisées au sujet de l'initiative ?
La communication des processus et des résultats est essentielle à la réussite de l'initiative SE4ALL. Que pensez-vous des efforts de votre pays à cet égard ? Veuillez expliquer :		

Tableau 2 Scores de « feux de signalisation » pour les neuf principes clés de l'engagement multipartite

	Indonésie	Kenya	Népal	Nicaragua	Nigeria	Zimbabwe
Engagement de tous les acteurs envers le processus multipartite et désignation d'un point de contact clair pour le processus						
Conception participative et inclusive du processus de consultation						
Engagement en temps opportun avec les parties prenantes						
Accès des parties prenantes à des informations utiles						
Prise de contact active auprès des groupes vulnérables et exclus et sensibilisation de ces derniers à l'égalité des sexes						
Renforcement des capacités des parties prenantes afin qu'elles puissent apporter une contribution en connaissance de cause						
Plans d'action clairs et division claire des rôles et des responsabilités						
Participation des parties prenantes à la prise de décision						
Participation à la mise en œuvre et au suivi						

Analyse des résultats

Le tableau 2 reprend les réponses fournies pour chaque pays interrogé et les rassemble en un score moyen pour chacun des 9 éléments clés d'un processus multipartite inclusif (le tableau 3 donne plus de détails sur le score de chaque pays pour chacun des 33 indicateurs). Ces scores sont basés sur la fréquence des notations des indicateurs dans chaque section et sur l'analyse descriptive ultérieure fournie par les participants à l'enquête.

Tendances de l'enquête

Bien que les résultats aient été disparates, une tendance prédominante montre nettement que la majorité des répondants ont eu le sentiment de ne pas avoir été inclus de manière adéquate, ou n'ont pas été capables de s'engager de manière effective dans l'initiative SE4ALL.
Il vaut la peine de souligner que parmi les répondants se trouvaient des OSC qui travaillent activement sur les objectifs de l'initiative SE4ALL (bien que ce ne soit pas le cas de toutes). En outre, CAFOD, Hivos, IIED et Practical Action ou leurs partenaires ont tous soutenu et/ou financé des activités d'OSC liées aux processus SE4ALL dans ces pays. Cela suggère que les résultats pourraient être différents, voire pires, dans les pays qui n'ont pas été interrogés. Des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour déterminer cela.

Les sections suivantes présentent un aperçu des tendances générales de l'enquête par section.

1. Engagement de tous les acteurs envers le processus multipartite et désignation d'un point de contact clair pour le processus

Il a été demandé aux répondants d'estimer s'il existe ou non des preuves d'une prise de contact initiale et de déclarations d'engagement (particulièrement de la part du gouvernement) en faveur d'une approche multipartite. Certaines organisations ont reconnu certains organismes gouvernementaux qui étaient ouverts aux organisations de la société civile. Par exemple, au Zimbabwe, un répondant a déclaré: «Le gouvernement se montre enthousiaste vis-à-vis du processus et a invité des organisations de la société civile à plusieurs reprises pour les consulter et leur donner un feedback sur les progrès réalisés». Toutefois, la majorité des répondants n'étaient pas satisfaits du niveau d'engagement et avaient le sentiment que les discours publics ne se traduisaient pas en actes.

La majorité des répondants n'étaient pas satisfaits du niveau d'engagement et avaient le sentiment que les discours publics ne se traduisaient pas en actes

En lieu et place, la majorité des organisations ont mentionné certains dirigeants d'OSC qui, selon elles, étaient plus actifs que les organismes gouvernementaux pour partager les rares informations disponibles et ont déclaré que ceux-ci étaient explicitement engagés pour la mise en place d'un processus multipartite. Par exemple, en Indonésie, des répondants ont déclaré qu'«aucune prise de contact n'avait été effectuée par le PNUD, ni par le gouvernement; toutefois, pour des OSC en particulier, IESR (Institute for Essential Services Reform) et Hivos s'en étaient chargé». (Dans ce cas précis, le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales ainsi que le PNUD ont organisé une réunion de coordination en août 2013, qui n'a pas été largement médiatisée.)

Toutefois, dans l'ensemble, les réponses issues de cette section ont majoritairement indiqué un manque évident d'engagement et de prise de contact concrets.

2. Conception participative et inclusive du processus de consultation

Cette section a reçu un grand nombre de scores orange, les déclarations des répondants prouvant une consultation limitée dans la conception du processus. Toutefois, les réponses plus descriptives ont également révélé que, comme dans le premier domaine des bonnes pratiques, lorsque des OSC étaient incluses dans un processus, c'était bien souvent parce qu'elles en étaient les organisatrices.

En outre, même lorsque les OSC étaient impliquées à ce stade précoce de l'initiative, l'importance de leur participation en termes d'influence dans la progression de la conception plus générale n'était pas claire. De nombreux répondants ont eu le sentiment que cela était dû au fait que leur invitation à participer était improvisée et souvent symbolique, et que la valeur qu'ils pouvaient apporter au processus n'était pas reconnue. Une réponse obtenue au Kenya résume cette idée: «[Nous avons] été invités à une consultation après coup.» Au Népal, un répondant a expliqué: «Nous nous trouvions dans une réunion d'équipe à laquelle participaient le gouvernement et d'autres OSC. Nous avons clairement émis le souhait d'être impliqués. Nous sommes prêts à mettre en place et à coordonner [...] les aspects du processus liés à la société civile. Personne ne nous a suivis ni n'a pris l'initiative de nous encourager.»

Malgré ces frustrations, de nombreuses organisations ont profité de l'enquête pour rappeler leur enthousiasme et réaffirmer le rôle important que les OSC peuvent jouer dans le processus. Au Nigeria, un répondant a déclaré: «Au fil des années, les organisations de la société civile ont été capables de prouver leur capacité à travailler avec des communautés et à offrir un feedback pour tous.»

3. Engagement en temps opportun avec les parties prenantes

Lorsque des OSC étaient incluses dans un processus, c'était bien souvent parce qu'elles en étaient les organisatrices

L'une des tendances émergeant de l'enquête était la forte dépendance, quoiqu'informelle, à l'égard des OSC mettant en œuvre leurs propres efforts pour prendre part au processus. De ce point de vue, il devient encore plus important d'accorder suffisamment de temps aux OSC pour se préparer aux réunions, afin qu'elles puissent s'impliquer dans les processus SE4ALL de manière constructive. Toutefois, les personnes qui ont été invitées à prendre part ont généralement eu le sentiment qu'elles n'avaient pas eu suffisamment de temps pour préparer leur participation (limitée). Comme le décrit l'un des répondants au Nigeria, «les contributions du pays ont été soumises à la hâte pour approbation, sans envisager une consultation plus large destinée à recueillir d'autres opinions».

Les attentes variaient quant au nombre précis de jours de préavis constituant un «engagement en temps opportun» pour des réunions en particulier, mais un certain nombre d'organisations ont évoqué le fait que le timing des invitations était moins important que la clarté au sujet de leurs rôles et de la manière dont leur participation au processus allait réellement être utilisée. Par exemple, au Kenya, les répondants ont eu le sentiment que: «Le temps accordé était suffisant, mais... de nombreuses OSC ne savent pas quels sont leurs rôles et leurs responsabilités dans le processus.»

4. Accès des parties prenantes à des informations utiles

La majorité des organisations n'étaient pas satisfaites de la mesure dans laquelle des informations utiles étaient facilement et largement disponibles. Un répondant au Nigeria résume le problème:

> Le principal obstacle à ce noble idéal est le manque d'informations disponibles pour la majorité des citoyens. Le citoyen lambda a l'impression que l'énergie renouvelable est trop chère, ou que la technologie n'est pas nécessaire pour exploiter les sources d'énergie renouvelables.

Toutefois, il existe également d'importants enseignements à tirer de la distribution inégale du peu d'informations qui étaient rendues disponibles. Les réponses positives aux questions concernant l'accès aux informations ont eu tendance à émaner d'organisations d'une taille plus importante, qui disposaient déjà de contacts avec le gouvernement ainsi que de leurs propres ressources disponibles pour se mettre en relation avec le gouvernement et les agences des Nations Unies. Par exemple, au Zimbabwe (qui a récolté les résultats les plus élevés pour cette section), un faible nombre d'OSC sont fortement engagées dans le processus et sont capables de financer leur propre engagement (même si le financement en question reste très limité).

Les OSC et les OC de plus petite taille ont exprimé leur frustration en raison d'un manque d'accès continu aux informations utiles. Une OSC au Nigeria a décrit la situation suivante: «Les OSC doivent entrer de force dans le processus, car le gouvernement ne souhaite pas les inclure... Ce dernier travaille en effet avec des OSC qui ne sont peut-être pas actives ou très compétentes dans ce domaine.»

Cette inclusion sélective (ou le manque de transparence quant à l'inclusion de groupes de la société civile particuliers dans le processus) se fait au détriment de la participation des OSC et des OC locales et à petite échelle. Elle risque également de réduire l'adhésion locale du public et de la société civile dans son ensemble, en raison du manque d'informations au sujet de l'initiative. Cela peut conduire à une situation dans laquelle les besoins et les désirs des utilisateurs finaux ne sont pas pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des projets, ce qui pourrait ébranler la réussite d'une mise en œuvre future de SE4ALL.

Au Nigeria, les répondants ont également déclaré que les efforts étaient insuffisants pour s'assurer que les informations étaient partagées d'une manière reflétant la dispersion géographique des OSC travaillant dans le domaine de l'énergie, Abuja étant considérée comme le pôle central des discussions et du réseautage. Selon une organisation travaillant dans le delta du Niger: «Il serait utile que le contact soit établi avec des organisations plus actives dans les régions (notamment le sud), qui peuvent parfois être perçues à tort comme moins compétentes en matière d'énergie renouvelable en particulier.»

Plus inquiétant encore, un certain nombre d'organisations ont eu le sentiment que certains acteurs de la société civile étaient exclus du processus SE4ALL et privés d'accès aux informations de manière intentionnelle. Au Nigeria, un répondant a déclaré que «le manque délibéré d'informations et d'engagement favorise les quelques acteurs qui ont été sensibilisés, au détriment de la majorité susceptible de contribuer à la réussite des objectifs de l'initiative SE4ALL».

Déterminer si les documents SE4ALL étaient disponibles dans les langues locales (le cas échéant) constituait également un autre indicateur utilisé pour identifier l'accès réel aux informations. Au Kenya, le manque de traduction des documents SE4ALL en swahili a été fortement critiqué. Un répondant du Kenya a décrit le problème de cette manière: «Le fait que tous les contenus sont rédigés en anglais montre qui dirige le processus et à qui celui-ci s'adresse: l'initiative SE4ALL est menée depuis l'extérieur et les messages leur sont réservés. Ce niveau d'anglais n'est pas accessible pour les personnes ordinaires.»

5. Prise de contact active auprès des groupes vulnérables et exclus et sensibilisation de ces derniers à l'égalité des sexes

Dans chaque pays, on peut noter que la majorité des OSC interrogées ne savaient pas si les questions liées au genre avaient été ou non prises en compte (tant dans la conception du processus SE4ALL que dans les discussions de fond), et ce quel que soit le stade particulier de l'initiative dans un pays donné. Chaque pays a obtenu un score rouge pour les deux indicateurs visant à évaluer ce domaine («Les consultations ont été conçues pour permettre aux femmes de participer» et «Les dimensions de genre ont été inscrites dans la consultation en tant que point de l'ordre du jour, exercent une influence sur le choix des sujets de discussion et sont intégrées aux rapports et aux plans», voir tableau 3).

Bien qu'il y ait quelques exemples d'analyses de genre mises en place en pratique (par exemple dans l'AL menée au Kenya), le fait que la quasi-totalité des OSC interrogées ignoraient si une prise de contact sexospécifique avait eu lieu suggère deux hypothèses: 1) Cette prise de contact n'a pas lieu; ou 2) Il existe un manque de communication grave avec les parties prenantes en matière d'action dans ce domaine. L'une ou l'autre de ces conclusions est inquiétante, notamment en raison de la nature sexospécifique de la pauvreté énergétique et de l'importance de l'accès à l'énergie pour l'autonomisation des femmes et des filles.

Dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autononomisation des femmes, les OSC et les OC ont un rôle vital à jouer. Les OSC interviennent souvent dans des zones que les institutions formelles (comme les organismes gouvernementaux) ou les services du secteur privé (comme les banques) ont du mal à atteindre. Elles peuvent donc encourager l'inclusion de groupes vulnérables ou exclus, notamment les femmes et les filles. Pour les OSC qui travaillent avec les communautés les plus pauvres, un élément clé de leur modèle organisationnel est l'autonomisation de tels groupes. Cela signifie qu'ils peuvent proposer des informations crédibles et sérieuses au sujet des besoins énergétiques de tels groupes, notamment en matière de santé, et soutenir des approches participatives inclusives pour la conception et la mise en œuvre de services énergétiques.

Les lacunes identifiées dans ce domaine sont particulièrement préoccupantes si l'on considère le lancement de la «décennie de SE4ALL» et sa campagne de deux ans visant à améliorer la santé des femmes et des enfants grâce à la fourniture d'énergie moderne. Les OSC interrogées n'avaient connaissance ni de cette campagne, ni d'éventuels renforcements des capacités dédiés, de financement ou même d'analyse incluse dans les plans SE4ALL au niveau national pour étudier les liens entre accès à l'énergie et santé des femmes et des enfants. Cela suggère un décalage préoccupant entre l'action de SE4ALL au niveau mondial et les processus au niveau national.

L'indifférence vis-à-vis d'autres groupes vulnérables, comme ceux ayant un handicap physique, a été considérée comme très problématique. Au Nicaragua, un des répondants a décrit la situation de la manière suivante:

> [cette exclusion] est une erreur et contredit l'idée que l'accès à l'énergie renouvelable et son utilisation sont des problèmes qui concernent «chaque homme et chaque femme». Jusqu'à aujourd'hui, le développement de SE4ALL se concentre exclusivement sur des considérations techniques et économistes. Cela signifie qu'il existe une tendance visant à concevoir des plans, des programmes et des projets au niveau national et au niveau local qui ne prennent pas en compte les aspects sociaux de développement inclus dans ce type d'initiative.

6. Renforcement des capacités des parties prenantes afin qu'elles puissent apporter une contribution en connaissance de cause

Les pays interrogés ont tous réclamé une augmentation du renforcement des capacités. Ils voyaient en outre le manque de capacités autour des questions de l'énergie comme un obstacle majeur au progrès. Par exemple, un des répondants au Nigeria a déclaré que «le renforcement des capacités reste un grand vide pour la promotion de SE4ALL et l'adoption de technologies propres/renouvelables».

Les déclarations officielles du gouvernement se sont focalisées sur le caractère volontaire de l'initiative et sur le fait qu'il suivrait « son propre rythme »

Les questions de cette section ont suscité des réponses similaires à celles du domaine 4 («Accès à des informations utiles») en termes de frustration générale face au manque de prise de contact général avec différentes OSC et OC. Ce manque de renforcement des capacités fait que la transposition de l'initiative SE4ALL dans le contexte politique national est peu susceptible de se produire. Un des répondants au Kenya a décrit que le processus était pour lui une source de frustration, car «l'ONU et la Banque mondiale ne se sont pas pleinement engagées en faveur des ces objectifs énergétiques».

On avait espéré que: «SE4ALL nous permettrait de nous coordonner et d'adopter une approche synchronisée dans laquelle nous pourrions développer une influence et un financement.» Un des répondants au Népal a déclaré: «Je m'adresse au parlement et aux gouvernements locaux dans les districts, et personne n'est seulement capable de prononcer le nom des initiatives. Ce n'est pas un endroit pour la participation locale - les ONGI (organisations non gouvernementales internationales) disposent d'un certain appui, mais uniquement en raison de leur taille et de leur statut.»

Un certain nombre d'organisations ont indiqué qu'elles s'attendaient à ce que le renforcement généralisé des capacités soit un rôle explicite du PNUD et des organismes internationaux. En Indonésie, une organisation a répondu que jusqu'à présent, il n'y avait eu «aucun support de la part d'organismes donateurs internationaux» et a mis en évidence le besoin de «davantage d'aide à destination de la société civile afin de développer un environnement favorable pour la mise en œuvre de SE4ALL, et de l'aligner avec les priorités nationales et locales en matière de développement».

7. Plans d'action clairs et division claire des rôles et des responsabilités

Un thème commun dans toutes les sections de l'enquête et dans toutes les régions géographiques était le manque de lignes directrices claires ou de rôles et

Les OSC ont décrit un processus dans lequel un consultant était « parachuté » pour réaliser l'analyse des lacunes

responsabilités clairs pour mener l'initiative SE4ALL. L'expérience au Nicaragua est révélatrice: «il n'y a eu aucun développement collectif d'actions et le gouvernement n'a pas présenté de feuille de route pour le développement du plan d'action ou du processus de suivi. Le nombre d'acteurs impliqués, ainsi que leurs responsabilités n'ont pas été mentionnés non plus».

En ce qui concerne les rôles précis d'autres acteurs, il était évident qu'un certain nombre de répondants ignoraient si une personne ou un service au sein du gouvernement était responsable des activités liées à l'initiative SE4ALL. Dans des pays comme le Nicaragua, dans lequel un ministère a été identifié, le rôle de celui-ci n'était pas clair: «En théorie, et à notre connaissance, le point focal est le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM), mais nous ne connaissons pas bien ses employés et ils ne répondent pas à nos lettres ou à nos appels.» En outre, il ne semblait pas y avoir de promesses de clarification à l'avenir.

D'après le répondant: «Les déclarations officielles du gouvernement se sont concentrées sur le caractère volontaire de l'initiative. Ce dernier a d'ailleurs déclaré qu'il suivrait 'son propre rythme' pour atteindre les objectifs de 2030 (de SE4ALL).»

8. Participation des parties prenantes à la prise de décision

Dans la plupart des pays, la société civile a peu participé à la préparation des AL. Le manque d'implication des OSC dans cette première étape de mise en œuvre de l'initiative SE4ALL a établi un mauvais précédent pour le caractère inclusif du processus et a entraîné une perception négative des intentions des gouvernements et du PNUD par les OSC. Dans de nombreux pays, y compris au Zimbabwe qui a obtenu un score relativement élevé, les OSC ont décrit une situation dans laquelle un consultant était «parachuté» dans le processus pour réaliser l'AL. Souvent, les OSC avaient l'impression que cette personne connaissait peu le contexte national.

Par conséquent, l'AL a été perçue comme superficielle et les OSC et OC ont eu le sentiment que leur expérience et leurs connaissances n'avaient pas été prises en compte dans l'état d'avancement national pour ce qui est des trois objectifs de l'initiative SE4ALL. Cela a été perçu comme une occasion perdue, dans le sens où de nombreuses OSC salueraient une évaluation de base pertinente pour l'accès, l'efficacité et l'énergie renouvelable qu'elles pourraient utiliser dans le cadre de leurs propres activités. Une analyse plus rigoureuse et plus inclusive aurait pu offrir un outil précieux aux spécialistes de l'énergie.

Dans les pays qui ont inclus les OSC à l'étape de l'AL, la plupart des OSC ont eu le sentiment qu'elles n'étaient pas en mesure de contribuer de manière significative à l'initiative. Au Nicaragua, par exemple, un atelier d'experts a été organisé au sujet de l'évaluation rapide des énergies renouvelables, et un groupe d'OSC choisies y a été invité. Cependant, les critères de sélection n'étaient pas transparents et l'atelier n'a pas fait l'objet d'un suivi avec le partage d'un document final. Par conséquent, les OSC ne savaient pas de quelle manière leur participation à l'atelier se reflèterait dans le PNM ultérieur, car ce document n'avait pas été partagé. Cette expérience était répandue d'une région à l'autre.

9. Participation à la mise en œuvre et au suivi

La participation à la mise en œuvre et au suivi a obtenu un score considérablement moins élevé que les autres sections. L'initiative se trouvant à un stade relativement précoce, ce score reflète le degré élevé d'incertitude au sujet de la capacité et de la volonté de certains organismes d'inclure les OSC à plus long terme, lors du déploiement des PNM. Bien que l'on espère que les OSC joueront un rôle essentiel dans le processus, par exemple en tant que partenaire de projet dans le cadre d'interventions particulières, selon certains répondants: «Nous ne savons pas encore avec certitude sous quelle forme les partenariats seront mis en œuvre, ni qui sera responsable de chaque aspect particulier de l'ensemble du processus» (Kenya)

La vaste majorité d'entre elles ont déploré l'absence d'engagements budgétaires visant à encourager l'implication de la société civile

Un manque d'accès aux financements, en particulier, a été signalé comme un problème dans chaque contexte de pays et contribue à ce sentiment d'incertitude. Parmi les 50 organisations consultées, seules 7 ont affirmé qu'un soutien financier était disponible pour leur permettre de participer à la conception et à la mise en œuvre des projets. La vaste majorité d'entre elles ont déploré l'absence d'engagements budgétaires visant à encourager l'implication de la société civile, ou n'avaient pas connaissance de ceux-ci lorsqu'ils existaient. Cela pose de grandes difficultés aux OSC et aux OC pour envisager ou planifier une initiative SE4ALL multipartite entièrement inclusive.

Aperçus nationaux

Bien qu'il existe des tendances générales identifiables, les courtes études de cas suivantes permettent de remettre en contexte les défis et les opportunités de la société civile dans le processus SE4ALL dans des contextes nationaux spécifiques.

Indonésie

Encadré 1 – Évènements SE4ALL clés en Indonésie

- Début août 2013 : réunion de coordination des ministères ou des organismes sous l'égide du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales (MEMR) pour discuter de suggestions pour l'AL.
- 29 août 2013 : atelier multipartite sur l'initiative SE4ALL organisé à Jakarta pour discuter de l'AL.
- 4 décembre 2012, 13 février 2013, 23 mai 2014 et 2 juin 2014 (Jakarta) : prise de contact avec les OSC menée à Jakarta et Jogyakarta par Hivos et IESR au sujet de l'initiative SE4ALL.
- Septembre/octobre 2013 : ébauche initiale de l'AL (produite par la Banque mondiale) coordonnée par le PNUD. Le document final n'a pas encore été partagé ni approuvé (en novembre 2014).

Le taux d'électrification de 64 % estimé en Indonésie équivaut approximativement à 82 millions de personnes qui n'ont pas encore accès à l'électricité (Sovacool, 2013). En outre, on estime que 46 % de la population vit dans des zones rurales et isolées, notamment des petites îles, n'a pas accès à des carburants modernes pour la cuisson des aliments et dépend de la biomasse traditionnelle ramassée en forêt (Banque asiatique de développement, 2013).

Toutefois, malgré l'urgence de la situation de l'accès à l'énergie en Indonésie, des obstacles se sont dressés très tôt pour ralentir le progrès de l'initiative SE4ALL, notamment le conflit apparent au sujet des rôles et responsabilités des acteurs clés. Par exemple, un des répondants considère que le MEMR «hésite à poursuivre le travail dans l'initiative SE4ALL, car le PNUD ne parvient pas à diriger le processus». Malgré cette impasse apparente, la consolidation et la consultation nationales (qui ont inclus les étapes précoces de l'AL) n'ont progressé que très lentement, et n'ont fourni que très peu de preuves d'une approche multipartite inclusive. L'ébauche initiale de l'AL (produite par la Banque mondiale et coordonnée par le PNUD) a démarré en septembre/octobre 2013. Toutefois, d'après les personnes interrogées, le document n'a pas encore été finalisé en raison du manque de leadership et de soutien financier du PNUD dans le cadre du processus.

Les répondants ont déclaré qu'une grande partie de la prise de décision initiale a été réalisée au sein d'organismes appartenant au MEMR. Toutefois, en août 2013, un atelier national a été organisé à Jakarta (le premier jusqu'à aujourd'hui) et a impliqué des parties prenantes issues d'organismes gouvernementaux, des OSC et un nombre limité de partenaires du secteur privé. Organisé par le MEMR et le PNUD, l'atelier a eu pour objectif d'aborder l'AL (appelée «évaluation rapide»). Les participants ont conclu qu'il était nécessaire d'organiser une consultation plus approfondie des parties prenantes clés avant que le PNM puisse être approuvé. Au moment de la rédaction de ce document (octobre 2014), des discussions supplémentaires ont uniquement eu lieu sous la direction d'OSC (notamment Hivos et IESR) et peu de progrès ont été effectués parmi les autres parties prenantes.

Malgré le fait que l'initiative SE4ALL semble piétiner, il existe d'autres changements de politiques au niveau national qui évoluent conformément aux objectifs de SE4ALL, par exemple le plan national pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Toutefois, rien ne garantissait que les processus de consultation appropriés avaient été mis en place pour produire ce document et des questions subsistent donc quant à la crédibilité et à la capacité de la politique à respecter ses promesses en matière d'accès à l'énergie.

Népal

Encadré 2 – Évènements SE4ALL clés au Népal

- Août 2012 : engagement du gouvernement en faveur de l'initiative SE4ALL.
- Août 2013 : finalisation et approbation de l'AL.
- Août 2013 : mise en place du mécanisme de coordination de l'initiative SE4ALL.
- Janvier 2014 : organisation de l'atelier national de SE4ALL.

On estime à environ 72 % le taux d'électrification au Népal (Nepal Energy Efficiency Programme, 2014) avec une disparité considérable entre les zones rurales et urbaines. Bien que l'on reconnaisse le potentiel considérable du pays en matière d'hydroélectricité, il subsiste une forte dépendance à l'égard du bois et de la biomasse comme carburant.

Les objectifs de l'initiative SE4ALL semblent être adoptés au niveau national et sont considérés comme tout à fait compatibles avec le programme national en matière de politiques. Par exemple, le plan actuel de développement du Népal a notamment

pour objectif d'atteindre un taux d'électrification de 87 % d'ici 2016/2017 et se concentre particulièrement sur le développement de l'énergie hydroélectrique (SE4ALL, 2014b). D'un point de vue structurel, le gouvernement fait des efforts pour faciliter un processus multipartite. Par exemple, le Comité national de planification a mis en place un mécanisme de coordination à deux niveaux: 1) un mécanisme national de haut niveau, présidé par le vice-président du Comité national de planification; et 2) des groupes de coordination basés sur l'initiative SE4ALL. L'objectif est que chacun des comités soit composé de représentants du gouvernement, du secteur privé et d'OSC (SE4ALL, 2014b).

Toutefois, alors que le Népal est susceptible d'offrir un bon modèle de base pour la coordination de la part des organismes gouvernementaux, le pays n'a pas obtenu de note globale verte dans un seul domaine. Les répondants ont en effet exprimé le désir d'une amélioration dans chacun des domaines. En outre, la taille de l'échantillon au Népal était limitée, avec de grandes organisations qui connaissent bien les activités SE4ALL, et d'autres organisations plus petites qui les connaissent beaucoup moins, ce qui suggère qu'il est probable que les OSC plus petites et disposant de moins bonnes connexions ne soient pas aussi visibles dans les dialogues de l'initiative SE4ALL. Cela a été admis par un certain nombre de répondants. L'un d'eux a d'ailleurs déclaré: «Bien qu'un large éventail de groupes d'acteurs de la société civile aient été inclus dans le processus de consultation, notamment des organisations internationales et des organisations locales, nous devons redoubler d'efforts pour inclure les communautés vulnérables et pauvres en matière d'énergie.

Nicaragua

Encadré 3 – Évènements SE4ALL clés au Nicaragua

- Août 2013 : le Nicaragua s'engage dans le processus.
- Novembre 2013 : présentation des AL et ateliers d'experts pour l'évaluation de l'énergie renouvelable (IRENA, PNUD et Banque interaméricaine de développement) et pour la préparation des évaluations rapides des énergies renouvelables (RRA).
- Août 2014 : démarrage d'une évaluation des capacités (Evaluación de formación de capacidades) comme un résultat majeur de la RRA.
- À ce jour : les contributions au plan d'action sont actuellement générées et le plan devrait être achevé début 2015.

Le Nicaragua dispose de taux d'électrification relativement élevés (75 % en 2012: SE4ALL, 2014a), et le gouvernement prévoit d'étendre la couverture électrique à 85 % d'ici 2016 (SE4ALL, 2014a).

Toutefois, alors qu'un tel contexte pourrait sembler favorable pour atteindre les objectifs plus larges de l'initiative SE4ALL d'ici 2030, les OSC interrogées sont considérablement sceptiques quant à la mesure dans laquelle le déploiement national de SE4ALL prendra en considération le large éventail de questions liées à l'accès, notamment les besoins et les envies des communautés les plus pauvres en matière d'énergie. Alors que le Nicaragua se trouve à une étape relativement avancée de l'initiative SE4ALL pour ce qui est des étapes formelles (comme les documents d'AL et de PNM), la principale préoccupation du gouvernement à l'heure actuelle (ce qui est sans doute compréhensible en raison de ses objectifs de politique nationale)

concerne l'objectif de l'initiative SE4ALL en matière d'énergies renouvelables. La RRA mise en œuvre s'est concentrée exclusivement sur cet objectif.

Dans notre recherche, le Nicaragua est le deuxième pays à avoir obtenu le moins bon score en termes de participation effective de la société civile à la prise de décision, les OSC et les OC signalant une absence de coordination et de soutien de la part des agences des Nations Unies pour leur engagement dans l'initiative SE4ALL, ainsi qu'une frustration liée au manque de transparence du gouvernement en matière de planification SE4ALL, tout cela malgré l'existence d'un réseau établi d'OSC disposant de dizaines d'années d'expérience et de capacités dans le secteur des énergies renouvelables.

Ces OSC ont également dénoncé l'existence de barrières structurelles les empêchant d'accéder aux informations. Un des répondants a résumé la situation de cette manière: «Le point focal est le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM), mais nous ne connaissons pas trop ses employés, car ils ne répondent pas aux communications [...] Personne n'est particulièrement disposé à donner des informations au sujet du processus SE4ALL».

Alors que certaines OSC ont été invitées à participer à un atelier pour discuter des RRA, les répondants n'ont reçu aucune information après l'atelier leur indiquant si et comment leurs commentaires avaient été pris en compte dans le PNM. Selon des renseignements anecdotiques, ce document aurait été finalisé, mais n'aurait pas été publié. Les OSC interrogées ont par conséquent eu le sentiment que leur participation à l'atelier était plus symbolique que véritablement inclusive.

Il y a également peu ou pas de preuves d'un partage de la documentation avec les OSC après leur participation aux étapes clés de SE4ALL (comme la RRA). Les OSC ne peuvent donc pas déterminer l'impact ou l'influence qu'elles ont exercé. D'après les résultats de l'enquête, il semblerait que les décisions sont principalement prises par les ministères (Énergie et Mines, Environnement et Ressources naturelles et le Nicaraguan Energy Institute) et les acteurs du secteur privé (grands responsables de mise en œuvre).

Dans l'ensemble, ce qui semble se dégager de l'enquête est que, bien qu'il y ait eu une participation limitée de la société civile à l'AL et à la RRA (après leur achèvement), les OSC n'ont été que faiblement impliquées dans le processus de prise de décision ultérieur au sujet du PNM.

Nigeria

Encadré 4 – Évènements SE4ALL clés au Nigeria

- Octobre 2012 : réalisation de l'AL.
- Juin 2013 : évènement multipartite national organisé pendant une journée pour discuter du PNM.
- À ce jour, le PNM n'a pas été rédigé.

Avec un taux d'électrification d'environ 48 %, plus de la moitié de l'importante population du Nigeria souffre d'un accès inadéquat à l'énergie. Ce n'est sans doute pas une surprise, mais le Nigeria a été l'un des premiers pays africains à rejoindre l'initiative SE4ALL. L'Energy Commission of Nigeria elle-même a contacté le PNUD pour obtenir un soutien afin de mieux appréhender les objectifs du processus. Alhaji Mohammed Wakil, ministre d'État à l'Énergie, a déclaré que: «Les objectifs de

l'initiative SE4ALL vont dans le même sens que les objectifs du programme de transformation du président Jonathan, qui donne une grande priorité à la fourniture d'une énergie sûre, fiable et abordable à nos citoyens, tant dans les zones urbaines que rurales» (Punch, 2014). M. Wakil a également évoqué les efforts visant à développer une Politique nationale en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, avec le soutien de l'organisme régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Du point de vue du gouvernement, il y a donc bien eu un engagement et une adhésion à l'initiative. La Nigerian Energy Commission (Commission nigériane en matière d'énergie) (en partenariat avec le PNUD et d'autres ministères, départements et organismes du gouvernement) a fait preuve d'un certain leadership en organisant un petit nombre d'évènements multipartites, notamment un forum de partenaires de développement/multisectoriel organisé pendant une journée entière (le 11 juin 2013). Le forum a partagé les progrès réalisés jusqu'à présent et a abordé des stratégies pour le développement d'une stratégie et d'un plan d'action SE4ALL spécifiques au pays pour le Nigeria (Ekpenyong, 2013). La Nigerian Energy Commission tient également un forum multisectoriel une fois par trimestre lors duquel les parties prenantes peuvent présenter leurs programmes, leurs activités et leurs plans de projet en accord avec les objectifs de l'initiative SE4ALL. Le gouvernement fédéral a également mis en place un bureau de coordination sur l'énergie renouvelable sous l'égide du ministère fédéral de l'Environnement, qui met en évidence les problèmes concernant l'accès à l'énergie et aux énergies renouvelables au Nigeria, en collaboration avec le secteur privé, les OSC et les banques nationales.

Toutefois, malgré quelques mesures positives de la part du gouvernement et du PNUD au Nigeria, les résultats de l'enquête nous montrent que ces mesures n'ont pas engendré un processus totalement inclusif et significatif. Des groupes d'OSC ont éprouvé des difficultés à identifier des points de contact clairs pour l'initiative au sein du gouvernement, malgré la mise en place de certaines structures. Certaines personnes ignorent d'ailleurs toujours le but exact de l'initiative, ainsi que sa relation vis-à-vis des politiques au niveau national. Les répondants se sont montrés très critiques face au manque d'informations pertinentes et accessibles, et un certain nombre d'entre eux ont eu le sentiment que très peu d'efforts étaient déployés pour s'adresser aux organisations de plus petite taille travaillant au niveau local.

Kenya

Encadré 5 – Évènements SE4ALL clés au Kenya

- 25 et 26 octobre 2012 : atelier organisé par Hivos et Practical Action pour catalyser l'action de la société civile pour SE4ALL.
- 13 et 14 décembre 2012 : atelier national des OSC organisé par Hivos, Sustainable Community Development Services (SCODE) et Practical Action pour catalyser l'action de la société civile pour SE4ALL.
- 10 au 14 février 2013 : atelier pour le groupe principal afin de finaliser le rapport de situation et d'AL.
- Juin 2014 : atelier de consultation des parties prenantes pour le développement du programme d'action et du prospectus d'investissement pour SE4ALL.
- 13 au 15 août 2014 : atelier de formation pour les représentants des départements principaux du ministère de l'Énergie et du Pétrole au sujet du développement d'un programme d'action et du prospectus d'investissement pour SE4ALL.

Le Kenya dispose du taux d'électrification le plus faible de tous les pays de l'étude, estimé actuellement à 18 % (AIE, 2012). Toutefois, le gouvernement possède des plans ambitieux pour faire passer ce chiffre à 65 % d'ici 2022.

L'initiative SE4ALL dispose d'un énorme potentiel au Kenya, mais plusieurs obstacles à l'engagement des OSC semblent exister. L'une des questions les plus épineuses concerne la réclamation générale (commune à tous les pays interrogés) selon laquelle la participation et l'accès aux informations ne seraient pas égaux pour toutes les parties prenantes. Toutefois, il existe d'importants exemples d'OSC s'organisant elles-mêmes pour amplifier leur contribution et leur voix dans le processus, malgré des scores globaux faibles. Il existe également un certain nombre de preuves montrant que le PNUD et le gouvernement national soutiennent leur participation.

Au Kenya, Hivos, Practical Action et d'autres acteurs ont joué un rôle proéminent dans l'organisation et le financement des ateliers SE4LL régionaux et nationaux. Par exemple, un atelier national a été organisé aux côtés de SCODE en décembre 2012 afin de passer en revue l'ébauche du rapport d'AL. Celui-ci a accueilli 39 participants issus de 30 OSC (ONGI, ONG et OC) représentant 15 comtés. Cet engagement et cette coordination précoces ont conduit à l'élaboration de la «Déclaration Waterbuck» rédigée conjointement par les participants. Cette déclaration a établi de manière claire et cohérente la position de ces acteurs de la société civile à l'égard de l'initiative SE4ALL. Tout en reconnaissant et en saluant les efforts nationaux fournis jusqu'à ce jour, elle a également proposé des recommandations au sujet des mesures supplémentaires du gouvernement nécessaires pour réaliser de nouveaux progrès. À savoir:

- Un engagement avec des OSC œuvrant à la fourniture de services énergétiques à bas coût, qui pourrait contribuer à façonner des stratégies de bonnes pratiques, afin que les groupes marginalisés puissent être impliqués dans la fourniture d'énergie pour le foyer, la communauté et les entreprises.
- Une allocation des ressources par des partenaires afin de permettre la participation effective des OSC à la planification et à la mise en œuvre de l'initiative SE4ALL.
- Un soutien du gouvernement apporté à la participation des OSC et du secteur privé, ainsi qu'un investissement pour renforcer leurs capacités, en guise de condition préalable pour atteindre l'accès universel à l'énergie.

La déclaration a été une réussite en terme d'engagement du ministère de l'Énergie et a permis par la suite à la société civile de réviser l'AL et d'y apporter une contribution. Bien que le plan d'action national n'ait pas encore été complété, le fait que le pays a obtenu un certain nombre de scores verts dans les domaines liés à la «participation à la prise de décision» suggère que l'auto-organisation et le lobbyisme ont permis dans certains cas à des acteurs de se faire entendre. Soulignons que les scores et les réponses descriptives sont plus prudents pour les indicateurs se référant au processus futur (sous «mise en œuvre et suivi»).

Zimbabwe

Encadré 6 – Évènements SE4ALL clés au Zimbabwe

- 10 et 11 décembre 2012 : atelier national pour les OSC.
- Janvier 2013 : finalisation de l'AL - demande de révision en cours d'examen.
- À ce jour, aucune progression en matière de PNM.

Au Zimbabwe, les OSC affirment que l'initiative SE4ALL exerce un impact indirect, mais positif sur leurs propres méthodes de travail. Par exemple, elle a servi de catalyseur pour la planification et la mise en œuvre partagées de projets. Toutefois, l'enquête apporte peu de preuves que les processus formels autour de l'initiative ont facilité cela.

Le PNUD consulte quelques OSC sélectionnées et s'associe en partenariat avec elles afin de transmettre des messages de plaidoyer au Zimbabwe. De l'avis de Practical Action, Hivos et ZERO, c'est leur coopération et leur enthousiasme à l'idée de faciliter un processus SE4ALL réussi qui a créé, selon les mots de l'un des répondants «une opportunité de partenariat ouvert mutuel et avec le gouvernement afin de développer ensemble des solutions». Cette volonté est illustrée par le fait que le gouvernement a demandé que ces organisations siègent au comité de pilotage de SE4ALL et qu'elles puissent apporter leur pierre à la nouvelle politique en matière d'énergie renouvelable du Zimbabwe.

Toutefois, le caractère inclusif de ce partenariat peut être remis en question, tout comme le fait de savoir si ces trois acteurs sont représentatifs ou non de la société civile dans son ensemble, car toutes ces organisations sont des organisations de grande taille, disposant déjà de capacités pour prendre part à des processus internationaux.

Les OSC au Zimbabwe ont également identifié des obstacles clairs à leur participation. En voici quelques-uns:

- **Manque de leadership de la part du PNUD**. Selon les répondants de l'enquête, le PNUD ne leur a donné ni les orientations, ni le soutien actif que les OSC attendaient pour leur participation à l'initiative SE4ALL. La situation a été comparée à celle du Malawi, où le PNUD a été d'un plus grand soutien, malgré un réseau de soutien d'OSC plus faible. L'un des répondants a suggéré que cela résultait d'un manque de capacité du bureau national du PNUD, plutôt que de décisions stratégiques au sujet du besoin de plus ou de moins de soutien au Zimbabwe.
- **Manque de ressources**. Les OSC ont identifié un grand besoin de soutien financier pour garantir un engagement multipartite dans le cadre de l'initiative.
- **Aucune évaluation de base de la situation énergétique nationale.** Les OSC ont toutes été déçues de l'AL et ont déclaré qu'il sera difficile d'évaluer le progrès national en termes d'objectifs SE4ALL, car aucun organisme central n'évalue de manière efficace l'état actuel du secteur de l'énergie dans le pays.

Conclusions

L'aspiration de SE4ALL visant à faire de la société civile le troisième pilier de son initiative est saluée et constitue bien entendu une condition préalable à la réussite de l'initiative pour ce qui est de la réalisation des objectifs en matière d'accès à l'énergie et de la mobilisation d'un soutien étendu pour ses objectifs en matière d'efficacité et d'énergies renouvelables. Alors que de nombreuses OSC souhaiteraient que l'initiative SE4ALL soit plus ambitieuse, la plupart sont d'accord avec la direction générale adoptée et comprennent l'importance critique du passage à des formes d'énergie à émissions de carbone faibles ou nulles et à une plus grande efficacité, pour s'attaquer au changement climatique. Elles reconnaissent également l'importance d'un accès à des services énergétiques durables, abordables, sûrs et fiables pour le développement et la réduction de la pauvreté.[iii]

Toutefois, depuis son lancement en 2012, un certain nombre de déclarations de la société civile ont demandé à SE4ALL des orientations spécifiques afin de garantir une participation inclusive de la société civile et des parties prenantes au niveau mondial et national. Ces déclarations incluent celle du groupe de haut niveau en matière de SE4ALL,[iv] la déclaration Waterbuck en 2012 (Hivos, Practical Action et SCODE, 2012), des publications au sujet des actions de la société civile (Hivos, 2013) et une lettre adressée à Kandeh Yumkella et à Charles Holliday en novembre 2012.[v] Lors du sommet de Rio+20, plus de 100 OSC des pays du Sud et du Nord ont publié une déclaration demandant à ce que l'initiative SE4ALL soit mise en œuvre d'une manière significative, durable et centrée sur les personnes. Un moyen essentiel pour atteindre cet objectif consiste à mettre en place une «consultation approfondie, transparente, inclusive et réactive, impliquant l'ensemble des parties prenantes, notamment celles directement touchées par la pauvreté, le manque d'accès à l'énergie, et les impacts des industries extractives, en se concentrant sur les femmes et les groupes marginalisés» (350.org et coll., 2012).

Par conséquent, alors que cette note d'information ne constitue pas le premier appel à une participation effective de la société civile pour la réussite de l'initiative SE4ALL, il s'agit du premier effort (bien que limité) pour évaluer à la fois le niveau de participation des OSC sur le terrain et la qualité de l'engagement de l'initiative SE4ALL avec la société civile.

Les résultats montrent qu'à ce jour, les opportunités de participation de la société civile à l'initiative SE4ALL au niveau national ont été limitées ou inexistantes dans les pays interrogés.

L'enquête met en évidence une demande claire de la part des OSC pour participer au processus SE4ALL global et pour soutenir ses objectifs. Non seulement les OSC sont prêtes à s'engager, mais leur expertise est clairement inexploitée. En leur offrant un espace adéquat, les groupes de la société civile peuvent: offrir leur expertise et leur expérience en matière de conception et de mise en œuvre participatives de l'accès à l'énergie, notamment chez les groupes les plus pauvres; renforcer les capacités des utilisateurs finaux et d'autres acteurs de la chaîne de valeurs; agir en tant qu'intermédiaire de confiance entre les communautés, les organismes gouvernementaux et le secteur privé; et dernier élément et non des moindres, améliorer les connaissances du public au sens large en matière d'énergie et l'encourager à accepter le fait qu'il est nécessaire de passer à une énergie à faibles émissions de carbone.

Les résultats de l'enquête renforcent le besoin urgent de réévaluer la manière dont les processus nationaux SE4ALL incluent les voix de la société civile et de la communauté dans la conception et la mise en œuvre à l'avenir. Des lignes directrices claires, des ressources dédiées et, plus important, une volonté politique de la part des acteurs pour mettre en place un processus national inclusif sont autant d'éléments nécessaires pour garantir que la société civile puisse pleinement jouer son rôle pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'initiative SE4ALL en matière d'accès universel à l'énergie, d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale et d'amélioration du taux mondial d'efficacité énergétique. SE4ALL, par l'intermédiaire de ses structures et de ses activités de gouvernance mondiales et régionales, peut faire davantage d'efforts pour aider les partenaires et les points focaux au niveau national à mieux comprendre l'importance de collaborer avec les acteurs de la société civile. Cela est particulièrement important en raison de la nature déléguée de l'initiative, ce qui signifie (à juste titre) que la responsabilité et la capacité pour mettre en œuvre l'initiative se trouvent au niveau national.

Recommandations

Afin d'encourager la participation inclusive et effective de la société civile aux processus nationaux de l'initiative SE4ALL, les gouvernements signataires de SE4ALL, soutenus par le Conseil international, le Comité exécutif et l'Équipe internationale de mise en œuvre de SE4ALL, les pôles régionaux et thématiques de SE4ALL, le PNUD et les banques multilatérales de développement (BMD) partenaires doivent s'assurer des points suivants.

1. Un engagement public de la part du gouvernement envers un processus multipartite inclusif et la nomination de points de contact principaux

Cet engagement ne doit pas se contenter de vanter la valeur de la participation des OSC et des OC au processus, mais doit inclure des mesures concrètes, liées de manière explicite aux principes de bonnes pratiques en matière d'engagement des parties prenantes (conformément aux neuf principes exposés dans la présente note d'informations).

2. Des lignes directrices claires pour la conception et la mise en œuvre du processus SE4ALL, convenues entre les différentes parties prenantes

Ces lignes directrices doivent clarifier le rôle et les responsabilités des parties prenantes (gouvernement, secteur privé, société civile et partenaires de soutien), ainsi que les modalités de leur participation à toutes les étapes du processus. Cela doit comprendre, le cas échéant, le développement d'un mémorandum d'entente.

À l'heure actuelle, le nombre de documents d'orientation pour l'initiative SE4ALL n'est pas assez élevé. Ceux-ci sont généralement lacunaires et n'abordent pas les avantages, le rôle et les modalités de l'implication de la société civile. Devant ce constat, il n'est pas surprenant de voir que le rôle des OSC dans le processus national manque de clarté dans l'ensemble des pays que nous avons interrogés. Il est donc nécessaire de produire de toute urgence un ensemble de lignes directrices capables de combler cette lacune et de proposer des principes et une méthodologie pour l'inclusion effective des OSC.

3. Un accès opportun aux informations concernant le processus et une fourniture appropriée de ressources à la société civile pour que celle-ci puisse participer de manière inclusive et en toute connaissance de cause

La société civile a été essentielle pour soutenir la vision et la mission de SE4ALL, et a été un facteur clé pour encourager les gouvernements à prendre part à l'initiative. Toutefois, le rôle des OSC a été considérablement entravé par un accès limité aux informations (comme les informations au sujet du calendrier du processus, les points de décision et les possibilités d'apporter une contribution), ainsi que par un manque de ressources. Si la participation de la société civile à l'initiative était encouragée de manière adéquate et était dotée des ressources nécessaires, son soutien essentiel pour la réalisation des objectifs de l'initiative serait amplifié et elle pourrait véritablement jouer son rôle de «troisième pilier» de l'initiative SE4ALL.

Tableau 3 Scores de « feux de signalisation » par indicateur

	Indonésie	Kenya	Népal	Nicaragua	Nigeria	Zimbabwe
Implication en faveur d'un engagement multipartite						
Le gouvernement exprime son engagement en faveur d'un processus de consultation multipartite.						
Prise de contact généralisée avec les OSC et partenaires du secteur privé potentiels par le gouvernement.						
Des points de contact clés existent au sein du gouvernement pour l'engagement de la société civile.						
La prise de contact a engendré un bon niveau de prise de conscience générale au sujet du processus SE4ALL au sein de la société civile, du secteur privé et d'autres parties prenantes.						
La prise de contact a également sensibilisé le grand public à l'initiative SE4ALL.						
Conception de la consultation						
Les OSC et d'autres parties prenantes clés sont impliquées dans la conception initiale du processus de consultation: objectifs, programme, participation, lieu et calendrier.						
Les groupes d'acteurs de la société civile inclus dans la conception du processus de consultation sont divers, notamment des organisations internationales, des organisations locales et des communautés vulnérables et pauvres en ressources énergétiques.						
Il existe des lignes directrices claires expliquant comment la contribution de la société civile sera utilisée.						
Il est prévu que des OSC et d'autres parties prenantes seront impliqués dans les étapes ultérieures du processus: conception, AL et développement du prospectus d'investissement.						
Engagement en temps opportun						
Les invitations aux consultations et aux plateformes de parties prenantes ont été reçues suffisamment à l'avance pour permettre une participation significative.						
Les engagements des parties prenantes ont eu lieu avant les points essentiels de prise de décision dans le cadre du processus SE4ALL.						

Accès aux informations						
Des documents expliquant les objectifs, le calendrier et les moments clés de prise de décision du processus national de l'initiative SE4ALL sont largement disponibles.						
Les informations importantes étaient diffusées le plus tôt possible.						
Les documents clés résultant du processus SE4ALL, comme l'AL ou les programmes d'action (lorsqu'ils ont été remplis), sont largement diffusés.						
Les ressources de consultation et de programme dans les principales langues locales (le cas échéant) sont traduites.						
Des informations sont diffusées au grand public.						
Inclusion des groupes vulnérables et exclus						
Les invitations sont étendues aux organisations indépendantes de femmes et aux associations communautaires.						
Les consultations sont conçues pour permettre aux femmes de participer.						
Les dimensions de genre des besoins en énergie ont été inscrites dans la consultation en tant que point de l'ordre du jour, exercent une influence sur le choix des sujets de discussion et sont intégrées aux rapports et aux plans.						
Les invitations sont étendues aux dirigeants des tribus ou aux organisations des peuples autochtones (le cas échéant).						
Renforcement des capacités de la société civile						
Des ateliers et d'autres événements sont organisés pour permettre aux OSC de participer en toute connaissance de cause.						
Le gouvernement ou les donateurs répondent au besoin de renforcement des capacités de la société civile (le cas échéant).						
Le gouvernement ou les donateurs s'engagent à offrir un soutien budgétaire et technique pour la participation de la société civile aux activités SE4ALL.						

Une prise de contact continue avec la société civile est effectuée pour le déploiement de SE4ALL.						
Action post-réunion						
Les notes des réunions de consultation sont diffusées et reflètent les discussions clés, les résultats et les prochaines étapes décidées.						
Les prochaines étapes sont convenues et mentionnent les calendriers spécifiques des mesures, ainsi que les personnes responsables de leur mise en œuvre.						
Participation à la prise de décision						
Le gouvernement ou les donateurs s'engagent à faciliter la participation de la société civile à la prise de décision dans le cadre de l'initiative SE4ALL.						
La société civile participe au développement de l'AL nationale, du programme d'action et/ou du prospectus d'investissement.						
La voix de la société civile est reflétée dans les documents de résultats comme l'AL nationale, le programme d'action et/ou le prospectus d'investissement.						
La société civile participe aux comités de pilotage de SE4ALL ou à d'autres organes de décision au niveau national.						
Mise en œuvre et suivi						
Des plans sont en place pour impliquer un large éventail de parties prenantes dans la mise en œuvre et le suivi de SE4ALL.						
Des enveloppes budgétaires spécifiques sont prévues pour soutenir la participation de la société civile et de la communauté à la conception et à la mise en œuvre du projet.						
Des accords sont conclus avec les gouvernements et/ou les donateurs pour la mise en place de partenariats de mise en œuvre.						

Notes

i. Le terme «analyse des lacunes» (AL) est parfois utilisé par les organisations et les gouvernements de manière interchangeable avec le terme «évaluation rapide». Pour plus de clarté, cette note d'informations utilise toujours le terme AL, sauf dans les sections des études de cas des pays, dans lesquelles d'autres termes plus spécifiques aux pays sont utilisés.
ii. Le terme «plan national de mise en œuvre» (PNM) est parfois utilisé par les organisations et les gouvernements de manière interchangeable avec le terme «plan d'action national». Pour plus de clarté, cette note d'informations utilise toujours le terme PNM, sauf dans les sections des études de cas des pays, dans lesquelles d'autres termes plus spécifiques aux pays sont utilisés.
iii. Pour plus de contexte, consultez Wykes, Garside et Leopold, 2014.
iv. Lettre écrite par CAFOD, Christian Aid, Friends of the Earth (FOE) Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord GVEP, HEDON, HELIO, IIED et Practical Action.
v. Signée par CAFOD, Christian Aid, FOE Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord, Green Africa Foundation (Kenya), l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), IESR (Indonésie), IIED, et Stakeholder Democracy Network (Nigeria).

Références

350.org et al. (2012) 'Civil society statement'. Disponible sur www.un-ngls.org/IMG/pdf/FOE_SE4All_ CSO_Statement_with_signatures.pdf [Consulté en octobre 2014].

Asian Development Bank (2013) 'Scaling up renewable energy access in eastern Indonesia: project development sheet'. Disponible sur www.adb.org/projects/45274-001/details [Consulté en octobre 2014].

Hivos (2013) 'From Rio to Harare: turning global promises into local realities'. Disponible sur https://hivos.org/sites/default/files/from_rio_to_harare_-_turning_global_promises.pdf [Consulté en octobre 2014].

Hivos, Practical Action and SCODE (2012) 'The Kenyan Civil Society Declaration on SE4ALL: The Waterbuck Declaration'. Disponible sur www.hivos.org/sites/default/files/kenya_civil_society_declaration_se4all-the_waterbuck_declaration_v11.doc?_ga=1.36958248.925934073.1398892345 [Consulté en octobre 2014].

IEA (2012) *World Energy Outlook 2012*, Paris: International Energy Agency (IEA).

Nepal Energy Efficiency Programme (2014) 'Energy situation in Nepal'. Disponible sur http://wecs-neep.gov.np/article-energy_situation_nepal [Consulté en octobre 2014].

Punch (2014) 'Nigeria partners UN on sustainable energy' in *Punch* [journal en ligne] Disponible sur www.punchng.com/news/nigeria-partners-un-on-sustainable-energy [Consulté en octobre 2014].

SE4ALL (2011) 'A vision statement by Ban Ki-moon, Secretary General of the United Nations' [online], New York: United Nations. Disponible sur www.un.org/wcm/webdav/site/sustainableenergyforall/shared/Documents/SG_Sustainable_Energy_for_All_vision_final_clean.pdf [Consulté en october 2014].

SE4ALL (2012) 'SE4ALL Action Agenda'. Disponible sur www.se4all.org/wp-content/uploads/2014/01/ SEFA-Action-Agenda-Final.pdf [Consulté en octobre 2014].

SE4ALL (2014a) 'SE4ALL results and deliverables: partners making progress'. Disponible sur www.se4all.org/wp-content/uploads/2014/04/SE4ALL_Partners_Progress-1.pdf [Consulté en octobre 2014].

SE4ALL (2014b) 'Outline of statement by the permanent representative of Nepal to the United Nations at the Sustainable Energy For All High Level Meeting' [en ligne], New York: United Nations. Disponible sur www.se4all.org/wp-content/uploads/2014/06/se4all-forum_statement_nepal.pdf [Consulté en octobre 2014].

Sovacool, B. (2013) 'Energy access and energy security in Asia and the Pacific', Mandaluyong City: Asian Development Bank. Disponible sur www10.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2013/13084.pdf [Consulté en octobre 2014].

Wykes, S., Garside, B. and Leopold, A. (2014) 'Energy in the post-2015 framework' London: CAFOD. Disponible sur www.cafod.org.uk/content/download/16917/131456/file/Energy%20post%202015%20ENGLISH%20Update%200915.pdf [Consulté en octobre 2014].

Cette note d'informations a été produite conjointement par CAFOD, IIED, Hivos et Practical Action. Elle a été rédigée par Mary Gallagher (Practical Action) et Dr Sarah Wykes (CAFOD). Mary Gallagher est responsable de la politique chez Practical Action. Elle se concentre sur l'amélioration de l'accès des hommes et femmes pauvres aux services énergétiques, contribuant ainsi à la vision d'«d'Accès total à l'énergie» de l'organisation. Dr Sarah Wykes mène les activités de politique de CAFOD en matière de changement climatique et d'énergie. Ses activités visent actuellement à promouvoir l'accès à une énergie durable, abordable, fiable et sûre pour les personnes vivant dans la pauvreté et à soutenir l'abandon des sources d'énergie fossiles qui constituent la principale cause du changement climatique. Dr Lucy Stevens (Practical Action), Eco Matser (Hivos) et Ben Garside (IIED) ont également contribué à ce document.

Nous remercions particulièrement Ama Marston de Marston Consulting pour ses recherches supplémentaires. Nous remercions également l'Institute for Essential Services Reform (IESR) en Indonésie, ainsi que le Stakeholder Democracy Network (SDN) au Nigeria pour leur soutien en matière de coordination.

Photo de couverture: Serre de Leparua, Isiolo, Kenya – La formation en matière d'agriculture et d'irrigation à l'énergie solaire a été fournie par CARITAS Isiolo pour une serre communautaire. © CAFOD/Annie Bungeroth

Nous remercions toutes les organisations qui ont apporté des commentaires et une contribution inestimables lors de l'enquête:

- Indonésie: CAFOD, Hivos, IESR, KARSA, PPLSLH, Practical Action, SION.
- Kenya: Arid Lands Information Network (ALIN), CAFOD, Kenya Climate Change Working Group, Practical Action, Seed Savers, SEI, Sustainable Community Development Services (SCODE).
- Népal: CRT, National Association of Community Electricity Users-Nepal, Practical Action, Rural Empowerment Society Damauli Tanahun Nepal, SNV, Sundar Nepal.
- Nicaragua: Aso Fenix, Asociación Renovables de Nicaragua, Blue Energy, CAFOD, Centro Alexander von Humboldt, Foro
- Miraflor, PROLEÑA, Universidad Nacional de Ingeniería.
- Nigeria: CCAD, CEHRD, Climate Change Network, Connected Development, Cordaid, Creeds Energy, GAS ALERT, GREENCODE, GVE Group, Heda, Humanitarian League, IIED, NACGOND, NDCBP, Pronatura Nigeria, SDN, Social Action, WESEI.
- Zimbabwe: Hivos, Oxfam, Practical Action, ZERO, Zimbabwe Energy Council.

Mots-clés: accès à l'énergie, société civile, énergie renouvelable, multipartite, participation

Copyright © Practical Action, 2014

Practical Action Publishing Ltd, The Schumacher Centre, Bourton on Dunsmore, Rugby, Warwickshire CV23 9QZ, UK
www.practicalactionpublishing.org

ISBN 9781853398988 Broché

ISBN 9781780448985 PDF de bibliothèque

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme que ce soit ou par tout moyen électronique, mécanique, ou autre, connu actuellement ou à inventer, notamment la photocopie et l'enregistrement, ou dans tout système de stockage ou de récupération de données, sans la permission écrite des éditeurs.

Les contributeurs ont affirmé leurs droits, en vertu du Copyright Designs and Patents Act 1988, d'être identifiés en tant qu'auteurs de leurs contributions respectives.

Gallagher, M. et Wykes, S. (2014) *Participation de la société civile à l'initiative Sustainable Energy for All (énergie durable pour tous): une enquête menée dans six pays,* Rugby, Royaume-Uni: Practical Action Publishing <http://dx.doi.org/10.3362/9781780448985>

Depuis 1974, Practical Action Publishing publie et diffuse des livres et des informations pour soutenir les travaux de développement international dans le monde entier. Practical Action Publishing est un nom commercial de Practical Action Publishing Ltd (enregistrée sous le numéro 1159018), la maison d'édition appartenant en totalité à Practical Action. Practical Action Publishing sert uniquement les objectifs de l'association caritative dont elle est issue, et tout profit est reversé à Practical Action (organisation caritative enregistrée sous le numéro 247257, TVA du groupe: 880 9924 76).

Design, édition et production par Practical Action Publishing

Imprimé au Royaume-Uni.

ISBN 978-1-85339-898-8